

Paris, le 23 janvier 2017

Dossier suivi par : XXXXXXXX
N° de saisine : D2016-01209
(à rappeler dans toute correspondance)

Objet : Recommandation du médiateur sur le litige du syndicat des copropriétaires XXXXXX

Madame,

Ce litige concerne la facturation des consommations de gaz naturel de la copropriété. Plus précisément, vous avez remarqué début 2016 que les factures de la copropriété comportaient une ligne supplémentaire, intitulée « *Complément de prix CEE (Certificats d'économie d'énergie)* », d'un montant de 0,27 euro HT par MWh. Vous vous interrogez sur la légalité de la facturation d'un tel « *complément de prix* » au titre des certificats d'économie d'énergie, et avez donc interrogé le fournisseur A sur ce point. N'ayant pas obtenu de réponse satisfaisante, vous m'avez saisi.

J'ai donc analysé votre dossier ainsi que les observations du fournisseur A, transmises via SOLLEN (jointes en annexe).

J'observe tout d'abord que vous m'avez saisi après que vous avez constaté que le fournisseur A facturait à la copropriété un complément de prix au titre des certificats d'économie d'énergie (CEE). Vous jugez cette pratique surprenante, et m'avez sollicité afin que je vous livre mon avis. Voici ce que je peux vous indiquer à ce propos.

Les règles qui président au fonctionnement du mécanisme des CEE sont relativement simples. Sachez en effet que, depuis 2005, les pouvoirs publics imposent aux fournisseurs d'énergie de réaliser des objectifs d'opérations d'économie d'énergie. Ces objectifs chiffrés sont fixés tous les trois ans, l'unité de mesure étant le kilowattheure cumulé et actualisé (« *kWh cumac* »).

Les fournisseurs d'énergie, appelés « *obligés* » par la loi, remplissent les objectifs qui leur sont assignés en faisant réaliser par leurs clients un certain nombre d'actions qui leur permettent d'obtenir, en contrepartie, des CEE. Pour atteindre leurs objectifs, les fournisseurs disposent aussi de la possibilité d'acquérir des CEE (qui sont, à strictement parler, des « *biens meubles négociables* » inscrits sur un registre national). Enfin, la loi prévoit des pénalités pour les fournisseurs qui ne rempliraient pas leurs objectifs.

Votre litige a pour origine la création d'objectifs complémentaires par la loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte. Cette loi est à l'origine de l'article L.221-1-1 du Code de l'énergie, dont il résulte que les fournisseurs d'énergie sont également soumis, depuis le 1^{er} janvier 2016, « (...) à des économies d'énergie spécifiques à réaliser au bénéfice des ménages en situation de précarité énergétique ». Ces certificats d'économie d'énergie d'un nouveau genre sont souvent appelés « *CEE précarité* ». Ils doivent permettre le financement de travaux de rénovation visant à améliorer l'isolation thermique des logements de ménages modestes.

Le fournisseur A facture à la copropriété le surcoût lié à ces CEE précarité, ce qui à première vue semble assez surprenant. Dans la fiche qu'il a établie en janvier 2016 à l'attention de ses clients pour expliquer la situation, le fournisseur A a indiqué la chose suivante : « (...) la charge supplémentaire résultant de cette nouvelle obligation s'appliquera à l'ensemble des sites de

consommations générant une obligation CEE précarité ». Il précise à cette occasion que ceci est prévu par le contrat qui le lie à votre syndicat de copropriétaires, point qu'il me faut examiner à présent.

Je note que les conditions générales de vente de 2013 du fournisseur A prévoient la chose suivante (article 10.2 « *Révision du prix* ») :

Selon la loi N°2010-788 du 12 juillet 2010, si le code NAF du ou des Point(s) de Livraison(s) du Client impose au Fournisseur l'obligation de produire des CEE (Certificats d'Economie d'Energie) générés par la fourniture du Client alors les prix incluent aussi dans ce cas la charge générée par le dispositif des CEE valorisés avec le taux réglementaire applicable au dispositif de 9,5%. Il est entendu entre les Parties que si seul le taux réglementaire applicable au dispositif des CEE est modifié, le Fournisseur facturera ou remboursera au Client l'écart entre le nouveau taux et l'ancien taux valorisé au prix constaté sur le site EMMY au moment de la prise de position. Dans l'hypothèse où le dispositif des CEE serait révisé par une loi ou un règlement, les Parties se rapprocheraient à l'initiative de la Partie la plus diligente pour déterminer d'un commun accord les modifications à apporter à la présente clause afin de se conformer à l'ordre juridique.

Sans s'attarder sur la lettre du texte, ce paragraphe signifie que, pour une copropriété telle que la vôtre :

- d'une part,
 - les CEE sont pris en compte dans les prix de l'énergie ;
 - Et qu'une variation dans les objectifs à atteindre au titre des CEE se traduit par une variation automatique des prix, à la baisse comme à la hausse.
- D'autre part, qu'en cas de changement du cadre législatif et réglementaire, les parties devraient décider d'un commun accord des modifications à apporter à la clause.

Ce paragraphe comporte donc pour partie une clause de fixation (ou de variation automatique) du prix, et pour partie une clause de rendez-vous.

Pour ma part, je ne peux que constater que la législation n'interdit pas à un fournisseur de fixer le prix de l'énergie (ou une fraction de celui-ci) par référence aux obligations qui pèsent sur lui au titre des CEE. Aussi, même si votre interrogation est compréhensible, ce mécanisme, prévu par le contrat qui lie votre syndicat au fournisseur, ne me semble donc pas pouvoir être remis en cause. En revanche, il est permis de s'interroger sur la solution retenue par le fournisseur A lors de la création des CEE précarité fin 2015. Il a en effet considéré que ces nouveaux CEE ne constituaient pas un changement de la législation qui aurait justifié, selon cette clause, qu'il se rapproche de la copropriété (et de l'ensemble des autres clients concernés) pour négocier un nouvel article. Le fournisseur A a préféré considérer que la création de ces nouveaux CEE pouvait s'analyser en un objectif complémentaire, de même nature que les objectifs préexistants, et donc équivalents à une simple hausse des obligations financières pesant sur lui.

Il s'agit là d'une interprétation pragmatique, mais qui n'est pas entièrement satisfaisante au vu des termes du contrat qui lie les parties. Je considère donc que le fournisseur A devrait, à l'occasion d'une prochaine révision des conditions générales de vente, procéder à une mise à jour de cette clause afin de prendre en compte les évolutions de la législation.

Enfin, je remarque qu'à la suite de l'intervention de mes services, le fournisseur A a remboursé à la copropriété les sommes facturées en 2016 au titre de ce complément de prix, soit 52,62 euros TTC. Ce geste me semble positif.

Compte tenu de ce qui précède, je recommande au fournisseur A, lors d'une prochaine révision de ses conditions générales de vente, de procéder à une mise à jour de la clause litigieuse afin de prendre en compte les évolutions de la législation en matière de CEE.

Enfin, je vous recommande d'accepter les explications qui précèdent, et de ne pas poursuivre votre réclamation.

Les solutions proposées en médiation ne peuvent être imposées aux parties.

Si vous êtes en désaccord avec cette recommandation, ou si le fournisseur A refuse de la mettre en œuvre, vous gardez la possibilité d'engager une action en justice dont l'analyse pourra être différente (cf. fiche ci-jointe).

En application des dispositions de l'article R.122-3 du code de l'énergie, le fournisseur A m'informerait dans un délai maximum de deux mois des suites données à cette recommandation.

Pour toute question relative à votre litige ou à la mise en œuvre de sa solution, vous pouvez déposer un message sur la plateforme SOLLEN.

Je vous prie de bien vouloir agréer, Madame, l'expression de mes salutations distinguées.

Le médiateur national de l'énergie
Jean Gaubert



Copie : A